

ARRÊTE MUNICIPAL N° 148/2024

Objet :

Réglementation du stationnement : Espace 19 Mars 1962

Nous, Maire de la Commune de Murviel les Béziers ;

VU le Code des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.6, et L 2212-2 et L 2212-5 ;

VU le Code de la voirie routière et notamment son article L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code de la Route notamment ses articles L 411-1 et R 417-9 et suivant ;

VU le Code Pénal notamment les articles L 131-13 et R 610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivant et R.48-1 et suivants ;

VU l'organisation de la journée des Associations du Samedi 14 Septembre 2024

CONSIDÉRANT que pendant la durée de la journée des Associations, il convient de réglementer le stationnement afin de préserver la sécurité des biens et des personnes ;

ARRÊTONS

Article 1 : En raison de l'organisation de la journée des Associations le stationnement sera interdit sur Espace 19 Mars 1962 à partir du vendredi 13 Septembre 2024 à 12h au Samedi 14 Septembre 2024 à 18h.

Article 2 : Les panneaux et barrières matérialisant ces interdictions seront mis en place les Services Techniques de la ville de Murviel les Béziers.

Article 3 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

Article 4 : Les services de police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

Article 5 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : La Secrétaire de Mairie, la Police Municipale, Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Murviel les Béziers, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Murviel les Béziers le 09/09/2024
Le Maire, Sylvain HAGER

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux et/ou d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de la notification de cette décision. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication (ou notification), en vertu de l'article R421-5 du Code de la Justice administrative.
Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens »

